Allocations familiales—Loi

Le député de Churchill a déclaré que le NPD était le seul parti à la Chambre à combattre ce projet de loi.

M. Deans: C'est vrai.

M. Clarke: A l'heure actuelle, nous discutons d'un amendement, et je tiens à signaler que pas tous les députés sont intervenus à son sujet et qu'il s'agit d'un amendement présenté par un député de notre parti. J'espère, même si rien ne nous porte à le croire, que le NPD aura de nombreux amendements à présenter . . .

M. Deans: Non, vous ne pouvez modifier une mesure qui ne peut l'être!

M. Clarke: . . . si ces députés veulent bien permettre que cet amendement soit mis aux voix.

M. Deans: Comment pouvez-vous modifier un projet de loi tout à fait mauvais?

M. Clarke: Monsieur le Président, je signale, et là encore je m'appuie sur des faits, que vendredi un seul député de la gauche vertueuse est intervenu au sujet de ce très important amendement. Ils n'ont pas réussi à en trouver d'autres et voilà qu'aujourd'hui ils se plaignent que nous n'ayons pas plus d'intervenants. Il faut dire, comme d'habitude, que ce n'est pas la logique qui étouffe le Nouveau parti démocratique.

● (2130)

Le député de Churchill (M. Murphy) n'a pas parlé lui non plus de l'amendement. Il a fait allusion au bill à quelques reprises, mais il a aussi passé son temps à critiquer l'attitude du parti conservateur en demandant où étaient passés ses députés. Monsieur le Président, je crois avoir expliqué que plus de 60 députés conservateurs assistent actuellement à une réunion du caucus dans une autre pièce de l'édifice.

Le député de Churchill a fait une autre déclaration erronée, monsieur le Président, personne ne peut me contredire. Quand on le lui a fait remarquer, il a admis s'être trompé sur toute la ligne puisqu'il a dit que précisément la moitié des députés conservateurs étaient intervenus, ce qui était bel et bien le cas. Quand on le lui a fait remarquer plus tard, il a reconnu que c'était vrai.

Si les députés du parti qui est à ma gauche tiennent tant à prolonger le débat, comment se fait-il que, depuis une heure, seulement trois d'entre eux aient pris la parole? Ils devraient connaître le Règlement de la Chambre. Le député de Hamilton Mountain (M. Deans) voulait nous expliquer en quoi consistait le Règlement; les députés néo-démocrates devraient savoir que ce n'est pas en faisant de brèves interventions et en ne présentant aucun amendement qu'ils vont retarder l'adoption d'une mesure, si c'est bien là leur intention. Ils pourraient apprendre beaucoup à ce sujet du député du Yukon (M. Nielsen). Je suis sûr qu'il se ferait un plaisir de les renseigner.

J'aimerais parler de mesures d'austérité, puisque c'est bien de cela que parle le bill dans sa version modifiée, le programme des 6 et 5 p. 100. Il s'agit bien de mesures d'austérité

et le parti conservateur préconise de telles mesures. Je crois que nous l'avons démontré dans nos interventions contre le nombre trop grand de sociétés de la Couronne, contre les dépenses publiques et un tel train de mesures permettrait de combler les déficits et de lutter efficacement contre l'inflation. Si le taux d'inflation était moins élevé, nous n'aurions pas besoin du cataplasme qu'on nous propose.

J'ai déjà signalé que les allocations familiales sont impossibles; pour plus de clarté, je tiens à ajouter que bien que ce soit la mère ou la personne qui s'occupe le plus de l'enfant qui reçoive la somme d'argent, on considère qu'elle a été reçue par la personne du ménage qui gagne le plus, soit d'habitude par le père, mais cela n'a pas vraiment d'importance. Par conséquent, ce sont les familles, les enfants et les mères qui en ont le plus besoin qui profitent le plus des allocations familiales. Je trouve cela juste; il doit en être ainsi.

Cela dit, pour ce qui est des conséquences du blocage, les personnes qui ont un revenu élevé paieront moins d'impôt parce qu'elles auront un revenu imposable inférieur. Cela signifie de toute évidence—et je suis convaincu que le ministre ne s'en est pas rendu compte lorsque le programme a été accepté—que les Canadiens à revenus modiques vont être les victimes de cette mesure, et non les Canadiens nantis qui perdent une bonne partie des allocations familiales du fait qu'elles sont impossibles.

J'ai entendu dire que ce système permettra au gouvernement d'économiser 320 millions de dollars; pourtant, on a dit au cours du débat que le crédit d'impôt plus élevé qui a été accordé aux parents coûtera 250 millions de dollars et que le coût net sera de l'ordre de 70 millions de dollars. Dans ces calculs, on a toutefois omis de tenir compte du fait que les allocations familiales sont impossibles, monsieur le Président, et, compte tenu du fait que les personnes dont le revenu est élevé ne reçoivent pas de crédit d'impôt-enfant et qu'elles paient des impôts sur leurs allocations familiales, le gouvernement réaliserait d'après moi, une économie d'environ 15 millions de dollars. Le gouvernement risquerait de perdre cette somme en un jour et demi environ, si je ne m'abuse, à en juger d'après la manière dont il procède.

Je crois que l'objectif ultime de cette intervention à l'occasion de l'étude de la motion de mon collègue le député de Calgary-Ouest serait d'essayer de persuader certains députés d'en face de nous permettre, durant la prochaine session du Parlement—si elle arrive un jour, car on commence à en douter puisque la session actuelle dure depuis deux ans et demi—de décider quelles mesures financières devraient être prise en 1984. Le blocage devrait se situer à un niveau différent selon que l'inflation progresse ou régresse. Peut-être faudrait-il élever ou abaisser le plafond en 1984, voire même le supprimer complètement.